

éphémère

bulletin des adhérents et sympathisants du CREFAD - numéro 27 - janvier 2004

en dialogue avec

« FIN OU MUTATION DE LA CULTURE POPULAIRE ? »

analyse de Maurice Lefevre parue dans les cahiers de l'institut Kervegan et dans la lettre de Peuple et Culture

L'article de Maurice Lefevre, fort intéressant, m'inspire diverses réactions complémentaires pour entrer en dialogue.

Je crois utile de rappeler, préalablement, la phrase de Michel Onfray : Le prolétaire est celui qui n'a aucun pouvoir sur sa vie quotidienne et qui le sait, qui me permet de me situer très rapidement. Car je crois que la culture populaire, fondamentalement, c'est la recherche de pouvoir sur sa propre vie. Car la bourgeoisie organise la vie de chacun en système de production de vie: production d'habitat, production de loisir, production de travail, production de commerce, production de culture, production sociale, etc... en référence à ses propres valeurs, l'argent, qui permet la propriété, propriété matérielle et propriété intellectuelle. Et elle s'inclut dans ce dispositif, aliénant pour les autres comme pour elle, avec l'illusion de la possession qui permettrait la liberté.

La culture populaire a une autre valeur de référence: la gratuite. Celle-ci se caractérise par l'échange, le collectif (service public par exemple). Elle n'est pas indemne, comme la culture bourgeoise, d'oppressions en son sein : différence femme-homme, identités sexuées, immigration pour lesquelles la phrase de Michel Onfray s'appliquerait également.

L'affrontement entre ces deux valeurs produit l'affrontement culture populaire/culture bourgeoise.

La culture populaire tend alors au refus de la dichotomie vie/travail, au refus des espaces fonctionnels de production (zone industrielle, zone commerciale, parc de loisirs, etc...), recherche les marges pour construire d'autres modes de vie ou de production, tente de mélanger les milieux et les origines. La culture populaire se caractérise par la notion de résistance, et de résistance par l'action.

La culture bourgeoise organise son maintien au pouvoir par l'entretien de l'acquis et l'augmentation sans fin de ses capitaux.

Christian Lamy

CREFAD

Le désir d'insécurité

L'insécurité et son sentiment, mis au centre de l'attention depuis le rapport Peyrefitte de 1979, sont l'objet d'une fabrication. Fabrication des affects et des jugements, des découpages de problèmes, qui la font apparaître à bien des égards comme un faux problème : un masque pour les affects du racisme ou du rejet de l'altérité en général, un masque pour le développement de sociétés de contrôle faisant proliférer les peurs. Mais elle est aussi l'expression d'une société abandonnique ou l'exposition au risque vital est le véritable opérateur d'un partage des populations et individus, qu'il dresse les uns contre les autres, défaisant toutes les trames de la responsabilité réciproque et de l'hospitalité. Insécurisation générale prônée au nom d'une « société du risque qui est aussi celle des dangers, quoiqu'en dise F. Ewald : « dangereux pour le ministre de la sécurité intérieure », « riscophobes » pour celui de la sécurité sociale, ce sont bien les mêmes populations qui sont désignées à l'opprobre, livrées à un jugement vital. Quant aux « rissolages » contraints au « travail indépendant », faut-il s'étonner qu'ils ne voient plus de sens au projet redistributeur du Welfare State, et réclament leur part de la dérégulation sous forme de baisse d'impôts ou de suppression de charges, en même temps que la protection policière de leurs territoires privés ? (1)

Justification repoussoir d'une entrée de plus en plus nette dans l'Etat d'exception, l'insécurité est aussi objet de désir et de

spéculation: désir de police contre les ennemis de la sécurité (ou « terroriser » les terroristes, et même les collégiens incivils) ; mais aussi pari sur l'insécurité des autres pour garantir la sienne propre - avec les fonds de pension par exemple - ; ou encore jeux suicidaires - meurtriers avec la perspective catastrophique - de Richard Durn à Jean Marie Messier, haine de soi et du monde. L'insécurité est effet d'imaginaire mais aussi de réel, la violence kamikaze comme celle du vote raciste en représentant des pointes extrêmes, véritables trous noirs de la subjectivité. Mais on pourrait aussi évoquer les clochards, les dépressions dans les services publics et de communication, le harcèlement ou le cynisme que



Loft Story ou Catherine Millet offrent en modèle de socialité, ou encore le fantasme du « zéro » zéro tolérance, risque zéro, ou la psychanalyse pourrait trouver des figures de la pulsion de mort - version agressive et/ou version dépressive. L'insécurisation est générale, transcendant l'opposition des quartiers fortifiés et des quartiers d'exil. Elle se fait aussi réciproque,

immanente aux relations sociales, à la normativité quotidienne. La montée des problématiques du harcèlement au travail ou de la violence dans les lieux d'éducation, la prolifération des conflits judiciaires, témoignent de cette transformation en profondeur du jeu classique de la stigmatisation ou gouvernement des comportements. La mondialisation, qui potentiellement ouvre un jeu de coopération tolérante telle que l'imaginait Tarde, s'emballé dans le jeu du jugement ou de la police d'autrui, d'un attermoisement illimité ou chacun, même Loana ou Jean Marie Messier, vivra désormais au gré de la délation et de la disqualification, de l'humeur et de la rumeur, d'un marché des valeurs - économiques, vitales et morales - toujours plus fluctuant. (2)

Risque inégalement repart, sans doute, mais qui plonge dans la peur, et a juste raison si l'on voit la situation argentine ou le sort des salariés d'Enron, les parvenus comme les appauvris, les personnels qui gèrent la pauvreté comme leur clientèle, les profs comme les élèves. Les relations entre pairs n'échappent pas à cette dégradation, qui est poussée à l'extrême dans les techniques de management, mais aussi constamment modélisée par les mass média, la production policière ou pornographique, qui met tant en scène des relations de médisance, de malveillance, d'objectivation et d'exclusion de l'autre.

Entre envie et mépris, haine et cynisme, terreur et apathie, on est en pleine subversion civilisée, eut dit Fourier, où la société défait ce qu'elle prétend construire, et qu'exprimait le mot d'ordre de fraternité. Dans cet effritement des hospitalités, des amitiés ou du

moins d'une certaine égalité de regard n'impliquant pas a priori projection négative sur autrui, prolifèrent ce que Felix Guattari appelait les microfascismes, les nuisances à la petite semaine, de proximité comme on dit aujourd'hui, ou des basses oeuvres .

Toujours les pouvoirs se méfient de l'amitié. Faut-il, pour comprendre une telle déliquescence des rapports sociaux invoquer une pulsion fondamentale, comme le fit Freud en 1915 ? En tous cas il s'agirait de ré-interroger ici, après Freud, La Boetie, Nietzsche, Reich ou Kierkegaard, ce point où le désir désire ne plus être, se sépare de ce qu'il peut, et fait pièce avec la machine répressive: point du nihilisme, du désespoir ou s'abolit la dimension affirmative du désir, et se dissout l'articulation fini-infini, utopie et pragmatique. Il s'agirait aussi d'interroger les micro-articulations qui lient le désir à la machine répressive: le repli sur la famille « normale » comme creuset de modélisation, sur un habitus de consommation et des stratégies de sécurisation indifférents à leurs conséquences, l'abandon de toute aspiration collective et créative au profit d'un égotisme désenchanté, le culte du manque et la « douce certitude » du pire, le goût de la querelle notamment dans les cercles intellectuels et politiques...

Sans doute, pour sortir du trou noir de l'insécurité générale, faut-il travailler au renouvellement des conditions de l'Etat social, sur le

terrain du risque vital, comme nous y invitent depuis long temps nos amis Negri, Scalzone, Moulier Boutang ou Guilloteau. Mais quel désir portera l'idée, si juste soit-elle, d'un revenu d'existence pour tous sur cette planète, droit sans lequel la globalisation nous condamne à l'eugénisme social, et à la guerre ? Comment déconnecter le désir de la loi du manque, et repérer en lui les forces de résistance dont nous avons besoin aujourd'hui ?

Car le désir n'est pas que désir d'abolition, condamne au fantasme impuissant. Bien au contraire, c'est un traceur pour les devenirs-autre, des devenirs-soi aussi. Il faut apprendre à écouter pour transformer en force créatrice la cruauté des jours, inventer des machines alternatives à la dépression. Certaines de ces alternatives existent dans les mouvements, mais aussi dans la clinique, le travail social, l'action culturelle, la vie associative et toutes sortes de pratiques communautaires au sens latino-américain du terme, qui tentent de réinventer le quotidien, de l'habitat au travail, de la santé à la familialité.

Il nous faut les inventorier, leur donner la parole et les aider à ne pas s'isoler, à renouveler leurs modes d'échanges, les soutenir physiquement et financièrement. Mais aussi travailler en permanence transversalement à une « résistance de fond (4) », théorique et éthique, qui ne se contente ni des bons sentiments,

ni de la vocifération anti-fasciste, mais travaille nos manières d'être et de faire, de vivre. Chimères ou barbarie, encore...

Valerie Marange

1. Si le vote « ouvrier » pour le FN a été maintes fois souligné voire monté en épingle, de nombreuses études font apparaître un noyau dur de ce vote chez les nouveaux « travailleurs indépendants ». C'est d'autre part dans les zones périurbaines pavillonnaires, de la région marseillaise mais aussi de l'Oise ou de la Seine et Marne que ce vote atteint des sommets à plus de 40 %.

2. C'est dans cette instabilisation globale de la place ou valeur de chacun que Durkheim voyait la source de l'anomie. En fait, il y a dévaluation de la vie, en même temps que cesse de se poser la question véritablement démocratique selon Rancière, à savoir celle de la part des « sans part ».

3. Selon les mots de Miguel Bennisayag il y a une dizaine d'années.

4. Comme l'écrivait dans les colonnes de Chimères n° 29 Lucien Bonnafé au sujet du philosophe, médecin et résistant Georges Canguilhem, adversaire théorique de l'eugénisme qui forma Deleuze et Foucault, parmi d'autres.

Des journées de Chimères se dérouleront les 7 et 8 décembre au CICP (Centre International de Culture Populaire) à Paris. Ci-joint la dernière version en date du texte introductif à ces journées.

*La Un article qui est passé hier sur infozone et qui mérite, je crois, d'alimenter la réflexion sur RE.
Pablo*

La « France d'en bas » n'est pas lepeniste (ni sarkozyste)

Dans le semblant de débat qui a lieu en ce moment autour des lois Sarkozy, il est un point sur lequel les partisans et les adversaires de l'intégrisme sécuritaire se rejoignent, une évidence qu'il serait pourtant opportun d'interroger : l'idée selon laquelle le discours et les mesures prises par Nicolas Sarkozy recueillent l'adhésion de l'opinion, et notamment celle de la « France d'en bas ». Qu'un gouvernement au service du MEDEF s'autorise ainsi du soutien de « la majorité » et des plus démunis, c'est après tout de bonne guerre. Il est en revanche grave que ce discours, qui relève de la pure propagande, ait fini par persuader un si grand nombre de ceux-là même qui, courageusement, tentent de s'opposer AUX lois Sarkozy. Nombreux sont en effets les militants qui, face à des mesures qu'ils qualifient de « populistes » ou de « démagogiques », ont aujourd'hui l'impression de parler et d'agir « dans le désert, au milieu d'un peuple complètement lepeniste ou » sarkozyfié. Et le plus décourageant est sans doute que les ouvriers et les chômeurs, pour qui ces militants combattent, semblent les plus « atteints » par cette sarkozyfication des esprits... Il n'y a en réalité pas de raison de désespérer, car tout cela repose sur une immense illusion d'optique. Une illusion entretenue d'abord par les sondages. Or, il convient d'être prudent face aux résultats de sondages, et de prêter attention notamment à la manière

dont ont été formulées les questions. Par exemple, lorsqu'on demande s'il faut sanctionner la « mendicité agressive », on prend partie, de fait, pour le ministre, en adoptant son vocabulaire, et on pousse une partie des « indécis » à approuver une sanction qu'ils auraient sans doute désapprouvé si la mendicité n'avait pas été qualifiée « d'agressive », et si la dureté de la sanction avait été mentionnée. De même, lorsqu'on demande s'il est juste de sanctionner l'outrage à l'hymne et au drapeau, sans préciser la nature dérisoire de l'outrage ni la lourdeur de la sanction, on recueille une majorité d'adhésions, qu'on ne recueillerait sans doute pas si la question était plus honnête et précise.

Il faut s'interroger également sur la représentativité des échantillons de population interrogés, surtout lorsque, comme c'est avéré, de plus en plus de personnes refusent de répondre aux sondeurs (notamment au sein des classes populaires) [1]. Il faut enfin s'interroger sur le matraquage médiatique et sur l'imposition de problématique qu'il peut produire : une récente enquête montrait par exemple que les personnes interrogées faisaient de « l'insécurité ». Le problème le plus préoccupant du pays, loin devant les problèmes des retraites, de la pauvreté, de la sécurité de l'emploi, de l'hygiène alimentaire ou de la pollution, mais que, lorsque la question spécifiait pour vous, dans votre vie, dans votre ville?, les mêmes personnes payaient l'insécurité liée à la délinquance de rue en dixième position, avec seulement « 20% de personnes plutôt insatisfaites », et près de « 80% de plutôt satisfaites ». Comment dire, de manière plus éloquente, que les sondages sont moins un moyen de s'informer sur la vie

concrète et les préoccupations réelles des habitants du pays qu'un moyen de faire « entériner par le peuple » des problèmes de société que la classe politique a construit et que la « télévision a homologué » ?

Mais, dira-t-on, il y a aussi le « séisme du 21 avril » ! On a bien vu, ce jour-là, que le Front national avait recueilli près de 30% des suffrages chez les chômeurs, et presque autant chez les ouvriers : c'est bien la preuve que le vote FN est un « vote d'exclus », un vote protestataire, un vote de désespérés, c'est bien la preuve qu'il existe, dans les classes populaires, une immense « demande de sécurité » ? Ce discours, là-encore, est acceptable dans la bouche d'un Sarkozy, dont la préoccupation n'est ni la vérité, ni la justice ; mais ses adversaires devraient réfléchir à deux fois avant de s'y rallier. D'abord parce que cette analyse repose sur une omission: le candidat FN a recueilli également 30% des suffrages chez les artisans-commerçants-chefs d'entreprise, et de cela, on ne parle guère... Ensuite, parce qu'elle repose sur une seconde omission, qui fausse radicalement notre vision du « paysage politique » : en oubliant de prendre en compte la non-participation (qui représente plus de la moitié des comportements chez les chômeurs), on passe d'un constat exact (le score de Le Pen est de 30% chez les chômeurs) à une conclusion inexacte : « 30% des chômeurs ont voté Le Pen ». Car en réalité, les chômeurs,

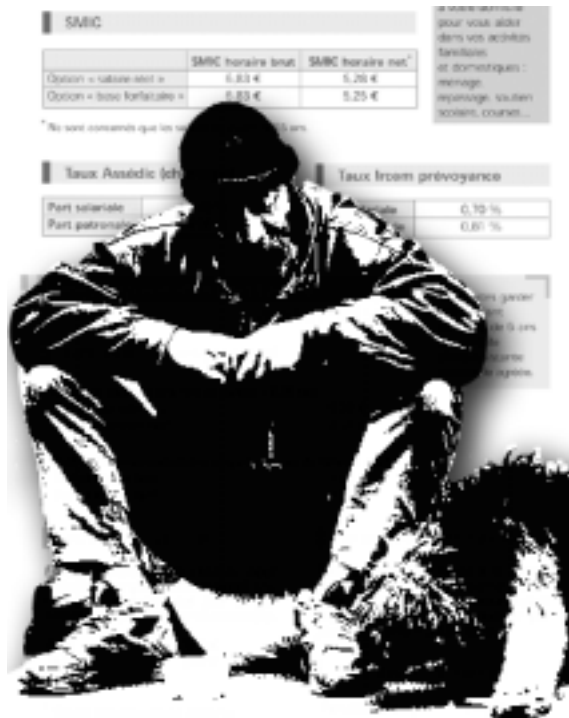


comme les ouvriers, se caractérisent avant tout par un très fort taux de non-inscription (près de 15% de non-inscrits dans la cité des Cosmonautes à Saint Denis, par exemple [21]) et d'abstention (près de 40% d'abstention chez les chômeurs, au niveau national), ce qui fait que (même si l'on ne prend pas en compte les chômeurs étrangers, qui n'ont pas le droit de vote), on peut estimer que moins de la moitié des chômeurs s'est exprimée à l'élection de 2002. Par conséquent, les 30% de suffrages FN représentent en réalité 30% de moins de la moitié des chômeurs, soit : moins de 15% des chômeurs

Si, dans chaque classe sociale, on prend en compte ces « invisibles » que sont les étrangers, les non-inscrits, les abstentionnistes et les votants « nul », on aboutit à des conclusions très différentes des conclusions habituelles: les chômeurs n'ont pas plus voté Le Pen que la moyenne nationale ; ce sont essentiellement les « artisans-commerçants-chefs d'entreprise » qui ont voté Le Pen dans des proportions supérieures à la moyenne nationale.

Il est enfin un dernier poncif qui entretient toute une série d'illusions sur le caractère prétendument « populaire » des dérives racistes et sécuritaires : c'est l'idée selon laquelle les ouvriers seraient passés du vote communiste au vote FN. Or, là-encore, on passe d'un constat exact (dans les circonscriptions autrefois dominées par le vote communiste, le FN augmente ses scores, (tandis que le Parti

communiste chute) à une conclusion inexacte : « les



électeurs sont passés du vote PCF au vote FN ». Car en réalité, rien n'indique que dans ces circonscriptions, les électeurs qui cessent de voter PCF sont les mêmes que ceux qui se mettent à voter FN. Au contraire, les quelques données dont on dispose indiquent qu'il y a peu de passages directs du vote PCF au vote FN. Par exemple, seuls 5% des électeurs PCF de 1995 sont passés au vote Le Pen le 21 avril 2002 (c'est le plus « faible taux de fuite vers le FN » : 18% des électeurs de Chirac de 1995 et 8% des électeurs de Jospin en 1995 sont passés au vote Le Pen le 21 avril 2002) [3]. En somme, ce qui explique la chute du PCF et la montée du FN dans les anciens « fiefs communistes », c'est non pas un passage massif des électeurs PCF vers le vote FN, mais plutôt un ensemble d'évolutions parallèles : les anciens électeurs PCF arrêtent de voter; et la minorité des ouvriers votant à droite se radicalise et passe au vote FN. Toutes ces illusions liées à l'oubli de l'abstention et de la

non-inscription sont très lourdes de conséquences. Tout d'abord, elles contribuent à occulter un problème crucial, le seul problème spécifique des classes populaires du point de vue du jeu électoral: un problème bien connu depuis les analyses déjà anciennes de Pierre Bourdieu ou de Daniel Gaxie [4], mais soigneusement refoulé, celui de la non-participation. Ensuite, ces illusions aboutissent, y compris dans des organisations antifascistes ou antiracistes, à un découragement qui n'a pas lieu d'être, et, plus grave, à un discours misérabiliste expliquant le vote FN par des difficultés sociales [5]. Ce qui revient en définitive à occulter ou à minorer la question raciste.

Car il faut se rendre à l'évidence: si les ouvriers ou les chômeurs ne votent finalement pas davantage FN que les autres classes sociales, la vérité de ce vote doit être cherchée ailleurs que dans la précarité sociale, et la réponse s'impose assez vite : c'est bien le racisme, en particulier l'antisémitisme, le racisme anti-tziganes, le racisme anti-noirs et plus encore le racisme anti-maghrébins, qui est en France l'une des choses les mieux partagées - pour des raisons historiques sur lesquelles il serait temps de s'interroger [6]. Et c'est bien le racisme anti-arabe qui est au cœur du projet de « inquiétude » « outrage au drapeau français » ou « occupation des halls d'immeuble ». C' est bien le racisme, enfin, et lui seul, qui, pour reprendre une formule de Sartre, permet aux maîtres de communier avec leurs serviteurs [7].

Pierre Tévanian
(repris de la liste « résistons ensemble »)